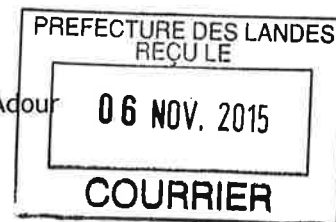


INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 septembre 2015
(Convocation du 14 septembre 2015)



Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER IV - Affaires diverses / Autorisation de signature convention d'aménagement et entretien d'un panneau signalétique

Exposé des motifs :

Considérant l'implantation de panneaux signalétiques de la Maison de l'eau sur la propriété de Monsieur Guy PAYEN

Il convient d'autoriser le président à signer une convention avec Monsieur PAYEN définissant les modalités d'autorisation de passage, d'aménagement et d'entretien du panneau implanté sur la parcelle B 910 sur la commune de Ju Belloc. Cette convention n'est pas constitutive de servitude, elle engage le propriétaire à laisser l'accès au panneau à l'Institution Adour et à respecter les aménagements de l'établissement. L'Institution Adour s'engage pour sa part à maintenir l'aménagement et son pourtour dégagé.

La convention est conclue à titre gracieux pour une durée de 3 ans.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Le président est autorisé à signer la convention objet de la présente délibération avec monsieur PAYEN.

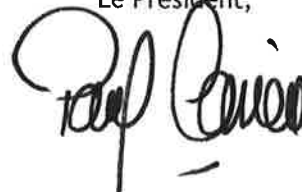
Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'établissement.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,



INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

✂ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

